

INOVA

Working Paper
582

2014

Interdependance, Liberte et Développement International

**Jorge Braga de
Macedo**

NOVA
School
of Business
& Economics

Shaping
powerful
minds

Accredited by:



Member of:



INTERDEPENDANCE, LIBERTE ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL *

Jorge Braga de Macedo^Ä

Résumé

Le titre évoque l'interaction complexe entre globalisation, démocratie et développement, mesurés respectivement par l'indice du KOF (Institut Économique Suisse), l'indice de *Freedom House* et le PIB par habitant relatif aux États Unis. L'approche revient à des estimations simultanées de ces trois variables pour 92 pays de 1970 à 2005. On commence par illustrer les effets de l'ouverture commerciale sur la transmission internationale des cycles économiques, puis on rappelle la tradition intellectuelle de l'interdépendance entre pays de l'OCDE pour motiver l'interaction entre réformes, élections et marchés financiers ainsi que les implications culturelles de la surveillance multilatérale. On interroge alors les données de panel sur l'existence d'une interaction entre globalisation et gouvernance « tous azimuts », en soulignant les spécificités historiques et géographiques de pays en développement. Finalement, ces spécificités sont reprises pour illustrer la « différentialité » de la communauté des pays lusophones (CPLP), en suggérant la forme d'une lettre à la Reine sur la crise, utilisée par l'Académie Britannique en 2009. La conclusion est que, même pour les pays dont l'indice de liberté se situe autour de la moyenne hors l'OCDE, globalisation et démocratie peuvent interagir de façon à promouvoir, plutôt qu'à menacer, la convergence internationale.

Interdependence, freedom and international convergence

Abstract

The paper addresses the complex interaction between globalization, democracy and development, measured respectively by the KOF (Swiss Economic Institute) index, the Freedom House index and GDP per capita relative to the US. The approach follows from previous simultaneous estimates of the three variables for 92 countries between 1970 and 2005. The paper is organized in ten sections plus an introduction and a conclusion. Section 2 illustrates the effects of trade openness on the international transmission of business cycles. Section 3 uses the intellectual tradition of interdependence among OECD countries to motivate the interaction between reforms, elections and financial markets in section 4. Section 5 shows how culture matters for the efficiency of multilateral surveillance mechanisms. Section 6 questions the existence of interactions between globalization and governance across the board, using panel data in sections 7 and 8 to underline the historical and geographical specificities of developing countries. Section 9 brings historical and geographical factors to bear on the community of Portuguese-speaking countries (CPLP). An adaptation of the letter to the Queen on the crisis used by the British Academy in 2009 could be used to illustrate the « differentiality » of Portuguese-speaking countries. The conclusion is that, even for countries whose freedom index is around the non OECD mean, globalization and democracy can interact in such a way as to promote, rather than to threaten, international convergence. Additional material can be found in *Democracy, Unlocked?*, book of proceedings of the colloquium at the Royal Academy of Belgium, available at BAN under call number A13-004.

* Révision de la communication à la séance du 11 janvier 2014 de la Classe « Technologie et Société » de l'Académie Royale de Belgique, dont l'auteur est membre associé. Il remercie ses co-auteurs pour l'utilisation de résultats communs, ses confrères pour un débat très vif - initié par la question de Paul-Henri Heenen au sujet de la globalisation scientifique- Jean-Pierre Contzen pour ses commentaires détaillés et le compte rendu de la séance, ainsi que Patrick Guillaumont, pour l'invitation à contribuer avec ce texte au 10^{ème} anniversaire de sa FERDI (Fondation pour les études et recherches sur le développement international).

Ä Professeur et directeur du CG&G à Nova School of Business and Economics, membre n° 18L de l'Académie des Sciences de Lisbonne, président de IICT.

1. Introduction

Comme j'ai souligné dans *Actes de Colloque « La Démocratie, Enrayée? »* (2013, pp. 75-96), l'interaction complexe entre globalisation, démocratie et développement présente des cas de convergence aussi bien que de divergence. Dans la mesure où la globalisation implique une sensibilité mutuelle entre économies nationales, où la démocratie s'exprime dans le respect des libertés des citoyens et où le développement économique soutenu implique une convergence internationale vers la frontière technologique, l'interaction des trois variables endogènes - mesurées par l'indice de globalisation du KOF (Institut Économique Suisse), l'indice de *Freedom House* et le PIB par habitant relatif aux États-Unis - est confirmée par des estimations simultanées de 1970 à 2005 pour les 92 pays indiqués en annexe.

La base de données de Macedo *et al.* (2013c) approfondit un écrit de 2007, intitulé « Comment les libertés interagissent avec la globalisation », lequel faisait écho à « Comment la globalisation améliore la gouvernance » de 2001, publié dans *Loi et Economie de la Globalisation* (Bonaglia *et al.* 2011, pp. 193-224) mais conçu dans le cadre du programme de travail du Centre de Développement de l'OCDE pour 2001/2002 ó lequel s'intitulait « Globalisation et Gouvernance » (G&G).

Trois constats préliminaires illustrent la complexité du rapport entre G&G lorsque la convergence avec la frontière technologique est elle-même endogène. Ainsi, pour la moyenne des 92 pays entre 1972 et 2012, l'interaction entre globalisation (GLOB) et démocratie (DEM) est clairement positive mais la convergence avec la frontière technologique (DEV) l'est beaucoup moins : la Figure 1, adaptée de la Figure 2 dans Macedo (2013b, p. 89), montre que, pendant les quatre décennies, la moyenne de la troisième variable reste stable alors que les deux autres augmentent de plus de 20 et plus de 10 points de pourcentage respectivement. Le rapport moyen au PIB par habitant des EUA reste donc proche de 0,3 entre 1972 et 2012, mais la Figure 2 montre une évolution différente des membres originels de l'OCDE (y compris le Japon) qui se rapprochent des EUA jusqu'à atteindre 0,74 en 1995 et descendre légèrement après; les six nouveaux membres identifiés en annexe qui convergent jusqu'à 0,39 en 2004 et les non-membres qui tombent de 0,19 à 0,14 en 1999.

En montrant la dispersion des données du panel pour DEM et DEV, la Figure 3 suggère que l'interaction entre ces deux variables est clairement positive pour les pays de l'OCDE où en moyenne DEV est entre 0,6 et 0,7 et DEM entre 6 et 7. Au contraire, l'interaction est négative pour les pays hors de l'OCDE, où en moyenne DEV est entre 0,1 et 0,2 et DEM entre 3 et 4. Parmi ceux-ci, le rapport reste positif quand l'indice de liberté se situe en dessous de 3 ou au

dessus de 4,5 mais l'interaction positive entre DEM et DEV est certainement moins robuste que dans l'OCDE.

Le texte est organisé en dix sections, dont cette introduction et la conclusion. La section 2 illustre les effets de l'ouverture commerciale sur la transmission internationale des cycles économiques dans le cadre du modèle macroéconomique à deux pays choisi par Cooper pour évoquer la mémoire de Wicksell, l'économiste suédois précurseur de Keynes. En comparant les positions cycliques de deux économies ouvertes on voit que, même si elle est symétrique, l'interdépendance croissante rend chaque pays dépendant de l'expansion de l'autre, puisque les bénéfices de l'expansion économique sont sentis « là bas » plutôt qu'« ici ». On comprend aussi que la symétrie des positions cycliques « ici » et « là bas » n'empêche pas la balance des paiements d'augmenter avec l'interdépendance. La section 3 rappelle les conditions de l'interdépendance entre les pays fondateurs de l'OCDE. Le message que l'on retire des deux sections est que les problèmes de financement et d'ajustement ne sont jamais symétriques entre déficit et surplus, même entre les deux rives de l'Atlantique nord, même à l'intérieur de la zone euro.

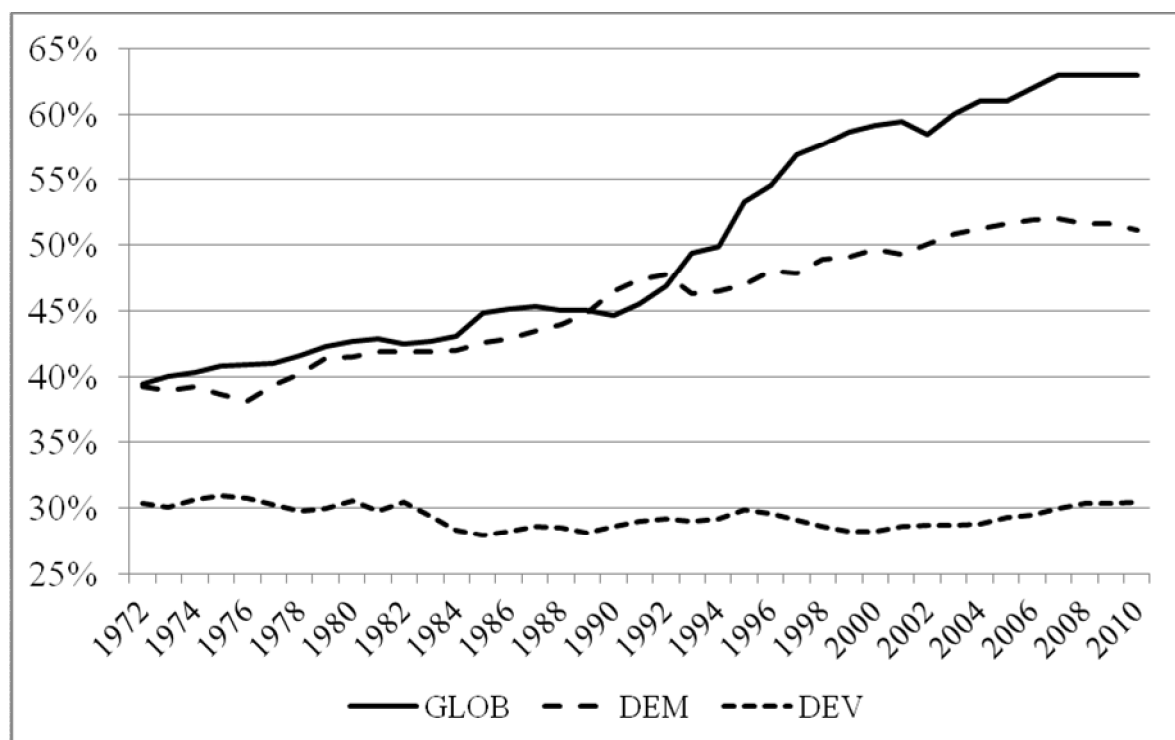
La section 4 montre la perversité de l'interaction entre réformes, élections et marchés financiers dans l'OCDE, connue comme « malédiction de Juncker », surtout après la crise financière. À ce titre, la lettre à la Reine, écrite par l'Académie Britannique en 2009 fournit un début d'explication. Elle est cependant centrée sur les pays anglo-saxons et ignore les perceptions du reste du monde sur les économistes ainsi que les contributions de la biologie, reprises dans *Krugman's Tri Doc* (2012).

La section 5 montre l'implication de la culture pour la pression des pairs, mécanisme essentiel au bon fonctionnement de la surveillance multilatérale. La section 6 s'interroge sur les interactions entre G&G « tous azimuts », estimées par divers indices dont celui du KOF introduit en section 7 avec le panel de 3312 observations, dont 870 de pays membres de l'OCDE à la date de chaque observation. La section 8 revient sur la spécificité historique et géographique de chaque pays en développement pour démontrer que l'interaction peut présenter une menace, plutôt qu'une opportunité, pour la convergence des pays dont l'indice de liberté est proche de la moyenne hors OCDE.

En section 9, la définition wicksellienne de l'état-nation comme une zone intégrée de provision de biens publics et privés - laquelle m'intéresse en termes interdisciplinaires depuis les années 1970 - est rapprochée du concept de « différentialité » - introduit par l'historien Borges de Macedo au sujet du Portugal - pour approfondir les facteurs historiques et

géographiques dans la communauté des pays lusophones (CPLP). Ce rapprochement s'inscrit d'ailleurs dans la ligne de Macedo (2001), intitulé «Globalisation et Changement Institutionnel: Une Perspective de Développement» et débouche sur un projet, conçu entre l'Institut de Recherches Tropicales (IICT), le Centre Globalisation et Gouvernance (CG&G) et l'Académie des Sciences de Lisbonne. Ce projet vise écrire une lettre à la « Reine Lusophonie » sur « la crise aux yeux bleus », à l'instar de l'Académie Britannique mais en tenant compte des perceptions du monde non anglo-saxon sur les économistes ainsi que des contributions de la biologie. Il est repris dans *Krugman's Tri Doc* (2012) et *Writing to Queens while crises proceed* (2013). En tenant compte des réalités de la coopération Nord-Sud-Sud, la conclusion est qu'il n'est pas « déboussolé » (*Actes de Colloque*, p. 58, p. 76) d'appliquer l'interaction entre G&G « tous azimuts », même si le rapport entre démocratie et développement est moins favorable pour les pays dont l'indice de liberté se situe autour de la moyenne hors l'OCDE.

Figure 1 Indices de globalisation (GLOB), démocratie (DEM*10) et développement (DEV), exprimés en pourcentages, 92 pays, 1972-2010

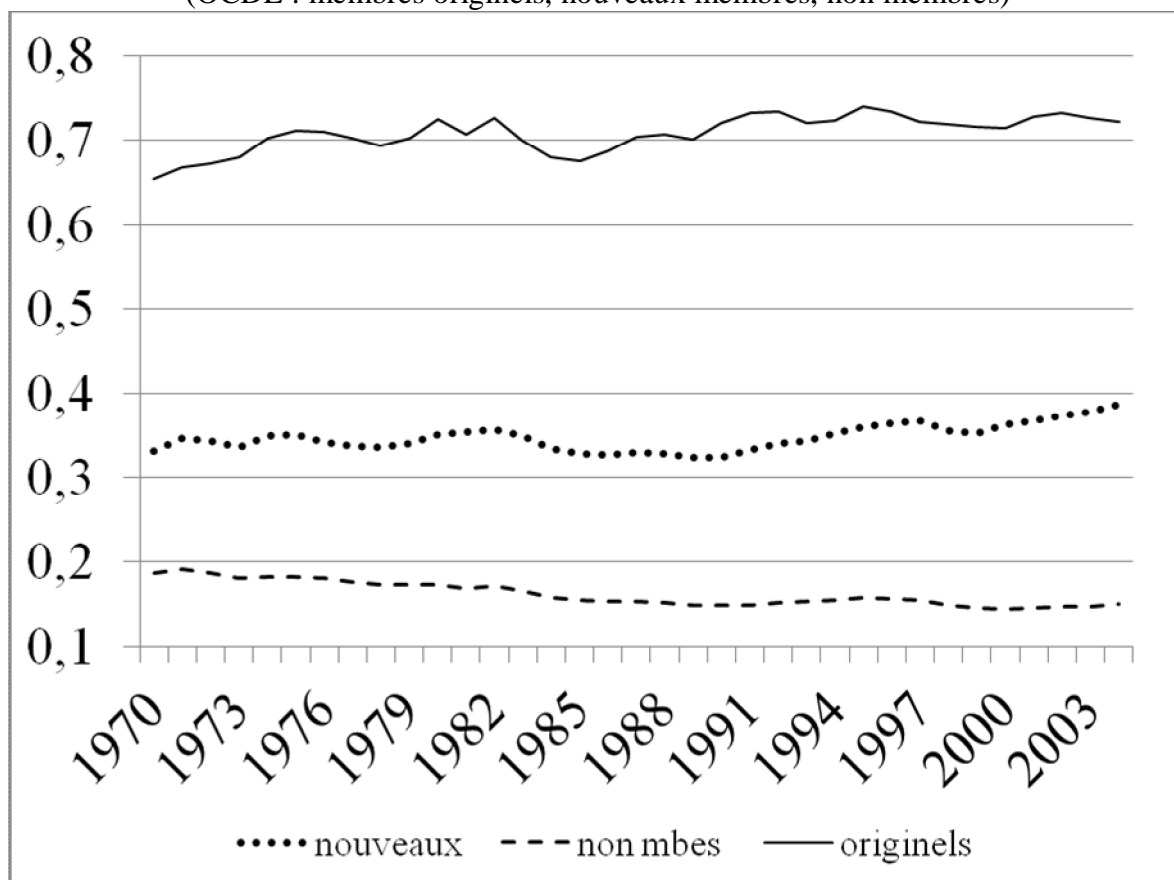


Source: Base de données de Macedo *et al.* (2013)

Erratum : L'indice DEM de la Figure 2 dans Macedo (2013b, p. 89) était mal calculé, les valeurs antérieures à 2005 (=5,2) ont été corrigées; les suivantes, liées sur la base de la valeur de 6,8 sur 7, n'ont pas d'effet sur les estimations.

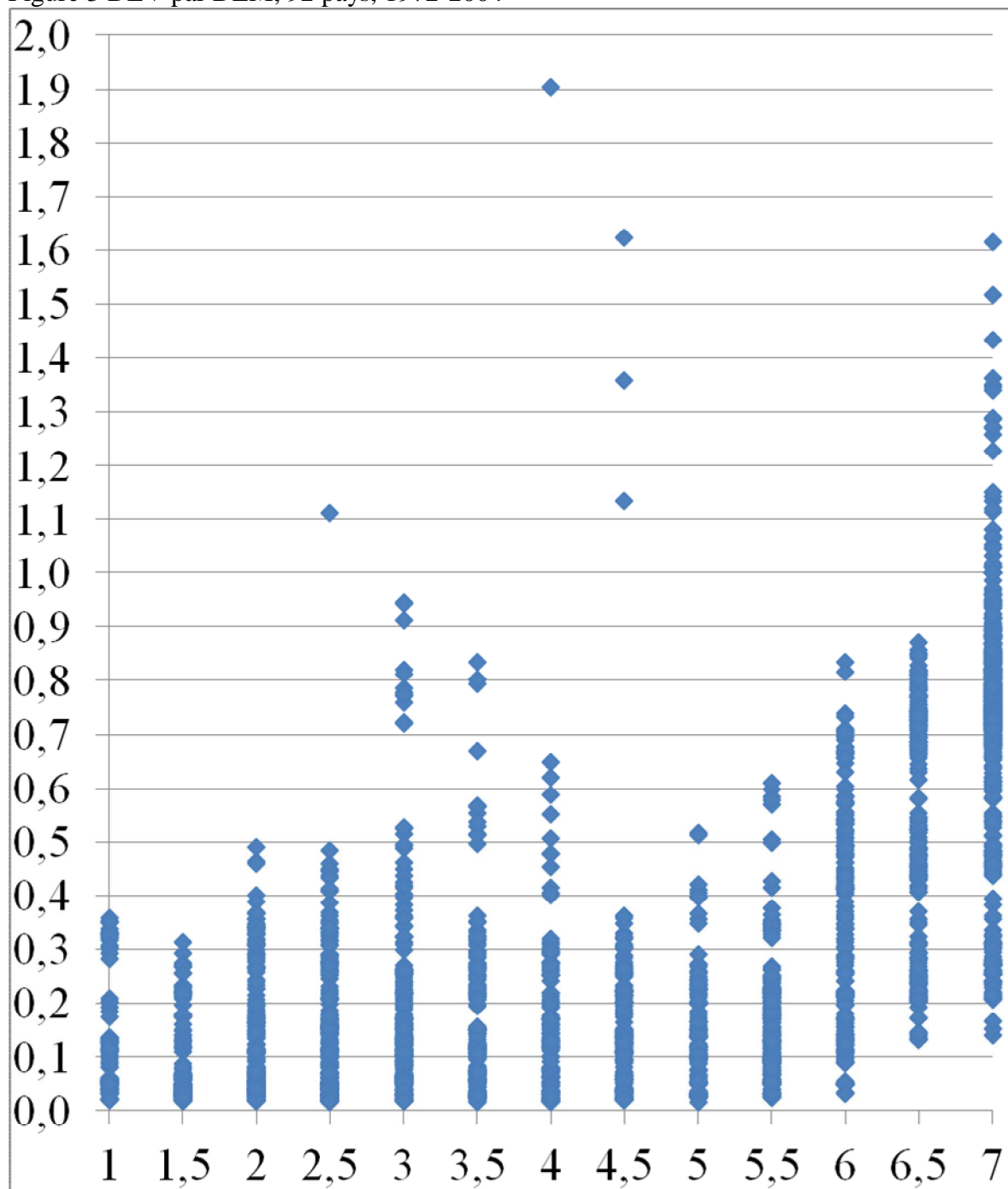
Figure 2 PIB par habitant: moyenne du groupe/EUA, 1970-2004

(OCDE : membres originels, nouveaux membres, non membres)

Source: Base de données de Macedo *et al.* (2013)

Note: La valeur de 2005 utilisée dans les estimations est la même que celle de 2004.

Figure 3 DEV par DEM, 92 pays, 1972-2004



Source: Base de données de Macedo *et al.* (2013)

Note: les valeurs de $DEV > 1,1$ représentent Koweït et Luxembourg, les valeurs de DEV les plus élevées pour DEM entre 3 et 4 représentent Koweït et Singapour, pour DEM=5 Argentine 1974 et pour DEM=5,5 Israël 1975 et pour DEV=6 Japon 1994 et Finlande 1974.

2. Ouverture commerciale et sensibilité mutuelle

Tout comme la globalisation, l'interdépendance économique est une conséquence de l'ouverture des économies nationales. Cependant, elle s'exprime par une sensibilité mutuelle aux cycles économiques dans les divers pays, c'est-à-dire sur la variance de leur produit intérieur brut, dénoté par Y , plutôt que sur le poids des importations dans le PIB, M/Y .

La discussion des sensibilités au commerce extérieur s'applique plus souvent à l'effet d'une dévaluation du taux de change sur la balance courante $B = X(Y^*, \pi) - M(Y, \pi)$ où la fonction importation dépend non seulement des prix relatifs π mais aussi de Y et du PIB étranger Y^* . Un pays où M/Y est bas sera néanmoins sensible si $\delta M/\delta Y$ est élevé alors qu'un pays où M^*/Y^* est élevé sera néanmoins si $\delta M^*/\delta Y^*$ est bas. Pour π donné, le rapport entre ouverture et sensibilité s'appelle élasticité de M par rapport à Y et s'écrit $\delta \log M / \delta \log Y$.

Dans les illustrations qui suivent, retirées de Cooper (1974a, pp. 60-64) et Macedo (1976, pp. 18-35), le modèle macroéconomique utilisé reprend la définition de la comptabilité nationale et l'hypothèse keynésienne de stabilité des prix dans une économie fermée au commerce international, où $Y = C + Z$ est déterminé par la demande agrégée, $C(Y)$ dénotant la fonction consommation agrégée et Z la dépense autonome, publique et d'investissement. Dans ce cas, le multiplicateur est donné par l'inverse de la propension marginale à épargner ($s = 1 - \delta C/\delta Y$, soit un moins la propension marginale à consommer). Par contre, le multiplicateur d'économie ouverte tient compte des importations et exportations, $M(Y)$ et $X(Y^*)$ respectivement, où Y^* est le PIB de l'autre pays, sa dépense autonome est Z^* et sa propension marginale à épargner $s^* = 1 - \delta C^*/\delta Y^*$.

Dans le cas d'un monde à deux pays, M (M^*) dénote les importations (exportations) de biens et services de notre pays, soit les exportations (importations) de l'autre pays, l'ouverture commerciale est la moyenne des importations et exportations $(M + M^*)/2$ divisée soit par Y soit par Y^* et les propensions marginales à importer s'écrivent $m = \delta M/\delta Y$ et $m^* = \delta M^*/\delta Y^*$ respectivement. Dans un modèle où les deux pays sont soumis à des chocs sur leur dépenses autonomes, on peut démontrer l'effet d'une augmentation de l'interdépendance entre les deux pays sur leur PIB ainsi que sur la balance courante ($B = M^* - M = -B^*$) par un facteur κ .

Si le facteur d'interdépendance κ s'applique à m et m^* , le multiplicateur de notre dépense autonome sur notre PIB (dY/dZ) diminue alors que le multiplicateur sur l'autre PIB (dY^*/dZ) augmente. Quand seul augmente $m^*(k^*)$, l'effet négatif est renversé mais il domine (< 0)

quand seul augmente $m(k)$ puisque les effets marginaux sur dY et dY^* dans les trois cas s'écrivent:

$$<0 \quad <<0 \quad >0$$

$$[1] \delta(dY/dZ)/\delta\kappa = \delta(dY/dZ)/\delta k + \delta(dY/dZ)/\delta k^*;$$

$$>0 \quad >>0 \quad <0$$

$$[1a] \delta(dY^*/dZ)/\delta\kappa = \delta(dY^*/dZ)/\delta k + \delta(dY^*/dZ)/\delta k^*.$$

Si $s > s^*$, l'effet positif sur dY^* l'emporte sur l'effet négatif sur dY , alors que les deux effets s'annulent si $s = s^*$. Dans ce cas, le multiplicateur avec répercussion devient $1/(s+m+m^*)$ et l'effet mondial de dZ reproduit le résultat en économie fermée et ne dépend donc plus de m ni de m^* :

$$[2] dY + dY^* = dZ/s$$

On voit donc que l'interdépendance croissante rend chaque pays dépendant de l'autre pays, puisque c'est là que les bénéfices de l'expansion économique sont davantage sentis. On peut voir ce paradoxe par l'effet d'une réduction de la dépense $dZ < 0$ sur la balance courante, laquelle est donnée par:

$$[3] dB = m^*dY^* - mdY = -dB^*.$$

Dans l'absence de répercussion ($m^* = 0$), le multiplicateur dévient $1/(s+m)$ et on peut écrire $dY = dZ/(s+m)$, soit en remplaçant dans l'équation [3]:

$$[3a] dB = -m dZ/(s+m) > 0.$$

Si l'autre pays cherche à éliminer le déficit $dB^* < 0$ par une réduction de sa propre dépense $dZ^* < 0$, on démontre que :

$$[4] dY^* = dB^*(s+m)/m^*s$$

c'est-à-dire que :

$$[4a] dY^* = dZ m/m^*s.$$

L'équation [4a] montre qu'une augmentation symétrique de l'interdépendance n'a pas d'effet sur Y^* . En utilisant [4] pour exprimer le déficit en fonction de la réduction initiale, et en différenciant par rapport à κ , on voit qu'il augmente même dans le cas symétrique:

$$[5] \delta(dB^*/dZ)/\delta\kappa = ms/(s+mk)^2 > 0.$$

La sensibilité mutuelle implique donc des capacités d'ajustement et de financement des balances courantes, surtout quand le taux de change π est fixe, comme c'est le cas dans la zone euro. C'est un message *a fortiori* puisque, à moins d'une contrainte institutionnelle plus forte que celle qui existe à l'intérieur de la zone euro, le financement et l'ajustement sont obligatoires pour les pays en déficit, pas pour les pays en surplus.

On peut interpréter dZ et dZ^* non pas comme des mesures de politique économique mais comme des chocs aléatoires. Dans ce cas, le commerce international est stabilisateur du PIB de chacun des pays si les chocs sont indépendants ou s'ils ont une corrélation négative, dans le cas où $s=s^*$. Si la corrélation est positive, on ne peut pas exclure que l'ouverture augmente la variation de Y et Y^* par rapport à l'autarcie.

Du point de vue mondial, quelque soit la corrélation, le commerce est stabilisateur mais une augmentation de cette corrélation ρ_i dans le cas de l'économie ouverte ($i=o$) par rapport au cas de l'économie fermée ($i=f$) augmente la variance du PIB mondial σ_i . Celle-ci s'exprime en fonction des variances des chocs σ^2 (σ^{*2}) et de leur corrélation ρ , pour $i=o, f$:

$$[6] \quad \sigma_i^2 = (\sigma^2 + \sigma^{*2} + 2\rho \sigma \sigma^*)/s^2$$

donc $\sigma_o > \sigma_f$ si $\rho_o > \rho_f$ et réciproquement

Une fois de plus, même si les taux de change restent fixes, un pays peut être assez fermé mais sensible ou assez ouvert mais insensible aux chocs, en fonction de l'élasticité des importations par rapport au PIB. L'indice de globalisation utilisé en section 7 comprend des indicateurs de sensibilité économique, sociale et politique qui permettent de cerner cette sensibilité mutuelle et de simuler un cercle vertueux entre interdépendance, liberté et convergence aussi bien pour tout l'échantillon que pour les pays de l'OCDE.

3. Interdépendance économique, en deçà et au-delà de l'Atlantique nord

L'ouverture des économies nationales aux échanges de biens, services et actifs financiers démontrée dans le livre classique *L'économie de l'interdépendance : la Politique Economique dans la Communauté Atlantique*, Cooper (1968) est basée sur la définition d'une zone intégrée, où existe un sentiment de communauté, notamment de sécurité, dans le sens que Deutsch *et al.* (1957) ont appliqué à l'Atlantique nord. Cela veut dire que les problèmes sociaux communs sont réglés par des procédures de changement pacifique (Cooper, 1968, note 4, pp. 9-10 ; Macedo, 1977, note 6, p. 53). Il s'ensuit que les politiques publiques sont non seulement négociées entre départements des divers gouvernements mais encore qu'elles sont l'objet de mécanismes de surveillance multilatérale. Dans le cas de l'intégration européenne, avec le passage des Communautés à l'Union et, pour certains d'entre eux, à la zone euro, ces mécanismes sont devenus contraignants sur les États membres. Cependant, comme les effets de l'interdépendance sur les déficits des balances courantes décrits dans la section antérieure ne peuvent être éliminés par le taux de change, la crise financière a fait reculer le processus d'intégration (Macedo, 2013a).

D'ailleurs, l'histoire intellectuelle de l'interdépendance internationale en tant que sensibilité économique mutuelle commence par lutter contre l'influence des scientifiques politiques comme Ken Waltz (1924-2013) qui associait interdépendance à divergence économique et guerre, autrement dit en termes purement «westphaliens». Certes, Cooper (1968) suivait Deutsch *et al.* (1957) en supposant que cette sensibilité mutuelle n'existait qu'entre les pays de l'Atlantique nord, et dans certains cas au Japon, pays fondateur du Centre de Développement de l'OCDE.

Cette limitation géographique s'est beaucoup atténuée depuis, mais la crise financière globale l'a faite revenir jusque dans l'intérieur de la zone euro.

En tout cas, si l'on compare l'interaction entre globalisation, démocratie et développement dans les pays membres et non-membres de l'OCDE, on trouve des différences plus profondes que les géographiques et que celles qui tiennent au PIB par habitant.

Ainsi, comme souligne la section 5, les pays très développés et très peu développés partagent davantage de solutions d'interdépendance que les pays dits émergents comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), plus westphaliens. Non seulement sont-ils naturellement moins ouverts et moins sensibles mais leurs politiques par rapport à l'interdépendance internationale sont souvent défensives.

Ajoutons que Cooper (1974a) continue la pensée de l'économiste suédois Knut Wicksell (1851-1926) au sujet de la géographie des biens publics et privés. Il y a cent ans, Wicksell avait déjà conscience que le marché a tendance à être global, cela dépend de la technologie, alors que tout ce qui tient aux impôts et aux biens communs est plus local et restreint. On évoque parfois cette géographie en termes de «possibilités extrêmes»: soit on a des économies de marché trop petites, soit un État mondial, trop grand (Jacques Attali dans *Actes de Colloque*, p. 29).

Il y a, cependant, des solutions autres que le « bang bang » de la théorie du contrôle : Cooper (1974b) a démontré l'existence d'un point de selle qui définirait la dimension optimale d'une zone intégrée de provision de biens privés et publics. Étant donné que ces derniers sont financés par les impôts, les frontières de cette zone optimale dépendent aussi de la mobilité du contribuable et pas seulement de la dimension du marché définie par la technologie. La mobilité de l'assiette fiscale dépend indirectement de la dimension du marché puisque, même sans migrations internationales, les échanges de biens, services ou actifs financiers permettent aux entreprises de profiter de l'échelle mondiale alors que les familles, en tant que contribuables, restent dans leur milieu national ou local.

L'idée d'être à la fois semblable par le marché et différent par l'impôt implique que l'interdépendance internationale est assise sur l'interaction entre G&G, source des réponses de politique économique des pays interdépendants. Malgré la préférence de Cooper pour des réponses coordonnées, plutôt que défensives ou agressives, la réalité est que cette coordination fait défaut aussi bien entre pays que entre autorités dans chaque pays. Le concept de « différentialité » nationale, introduit en section 9, permet de rendre l'interaction entre G&G concrète dans l'espace et le temps, ce qui rapproche la tradition des économistes Wicksell et Cooper de celle évoquée par Pereira (2006, 2009).

Mais le manque de solutions coopératives, même parmi les membres de l'OCDE, est devenu évident après la crise financière de 2008, ce qui a rendu les réformes structurelles imposées par l'interdépendance plus difficiles à expliquer aux électeurs. En fait, l'une des causes de la crise retenue dans la lettre que l'Académie Britannique a adressée à la Reine à ce sujet tient au fonctionnement des marchés financiers et à leur régulation trop légère.

4. Réformes, élections et crise financière

Dans les démocraties industrielles de l'OCDE, on a associé réformes, élections et crises pour tester un aphorisme dû à Jean-Claude Juncker, luxembourgeois Premier ministre durant deux décennies: « Nous savons tous quoi faire, mais aucun d'entre nous sait comment être réélu après l'avoir fait ». Il y avait cependant des contre-exemples à cet avis de 2007, considéré « prémonitoire » dans l'introduction de François De Smet aux *Actes de Colloque* (p.20). En utilisant des données et des méthodes économétriques semblables à celles qui seront présentées en sections 6 à 8, Buti *et al.* (2008) ont conclu que, dans certaines conditions, un gouvernement peut faire des réformes (comme dans l'exemple finlandais souvent invoqué dans le contexte de crise financière, voir Macedo, 2013b, pp. 78-79) et malgré tout être réélu en utilisant des données et des méthodes économétriques semblables à celles qui seront présentées en sections 6 à 8,. Or la condition principale c'est justement que les marchés financiers fonctionnent bien et permettent d'anticiper certains des gains des réformes, surtout de celles qui ont été réalisées pendant la période d'expansion. Il ne faut pas attendre le moment où nous devons payer nos dettes.

Déjà Keynes disait que c'est au moment où se produit l'expansion qu'il faut faire les réformes, ce n'est pas quand on est dans la crise. Or même les pays nordiques n'ont initié leurs réformes structurelles que dans les années 1990, pour faire face à la crise bancaire qu'ils ont éprouvaient alors.

Au point que, vingt ans après, le seul modèle social européen soutenable soit le nordique, puisque celle du modèle anglo-saxon n'a pas résisté à la crise. Dans une présentation en 2011, André Sapir ajoute à sa fameuse matrice des quatre modèles en termes d'efficacité et d'équité la croissance de la dette publique en pourcentage du PIB entre 2004 et 2010: celle des nordiques ne bouge pas de 50% alors que celle des anglo-saxons double et atteint 80%, proche des 90-100% des continentaux et méditerranéens qu'il considérait déjà insoutenables avant la crise (voir tableau 1 dans Macedo, 2013a).

Suite à la visite de la Reine d'Angleterre à la *London School of Economics* le 5 Novembre 2008, l'Académie Britannique lui a écrit une lettre sur la crise qui évoque sa nature spécifiquement anglo-américaine. Devant des signes d'euphorie financière évidents pour ceux qui n'étaient pas du métier, ou de la « tribu », la Reine avait voulu savoir pourquoi personne n'avait prévu qu'une crise financière globale s'ensuivrait. Quelques mois plus tard, le Président Lula paraît donner une toute autre réponse quand, lors de la visite au Brésil du premier ministre britannique Gordon Brown, il évoque la « crise aux yeux bleus ». Comme pour dire: personne n'a prévu la crise parce que, d'après la pensée « tribale » ou « de groupe », il ne peut y avoir de crises aux yeux bleus (Macedo *et al.*, 2013b).

Ainsi, le fonctionnement des marchés financiers a souffert d'une illusion d'optique par rapport à la globalisation elle-même. La vitesse de la globalisation a été excessive pour que les responsables des entreprises financières et leurs régulateurs aient appris à adapter leur gouvernance. Comme dit la lettre à la Reine, les gouvernements américain et britannique voyaient les banquiers comme des ingénieurs. Santos (2013, p. 23) ajoute que la nature virtuelle de leur travail les a éloignés des autres entrepreneurs : « immergés dans un monde doublement virtuel, avec des produits virtuels et du travail virtuel, le banquier et le *trader* moderne se sont perdus ».

Buti *et al.* (2008) ont donc utilisé l'indice de liberté économique de l'Institut Fraser au Canada (semblable à l'un de ceux utilisés dans les sections 6 à 8) pour démontrer que cette liberté contribue à gagner les élections et donc qu'il n'y a pas de « malédiction de Juncker ».

Toutefois, après la crise, nous avons une sorte de « revanche » de la malédiction, parce qu'on ne peut pas dire que les marchés financiers fonctionnent bien en Europe et dans le monde.

Depuis 2008, nous observons une très grande volatilité des cours et des difficultés à mettre en œuvre le marché unique parmi des pays membres de la zone euro. Pour tout dire, la prime de risque, qui avait pratiquement disparu avant la crise, est tellement exagérée qu'elle menace non seulement le marché unique mais aussi la transmission de la politique monétaire dans la zone euro.

Comment peut-on écarter ces menaces et apporter une solution aux difficultés de financement des entreprises dans les pays périphériques de la zone euro? Il s'agit de présenter les réformes de manière complète, pas goutte à goutte, car une réforme complémentaire donne des gains supplémentaires, surtout pour des pays en développement : Macedo *et al.* (2013a) démontrent que la complémentarité des politiques économiques n'est pas « un luxe » avec une base de données semblable à celle utilisée ici.

Or, souvent les réformes dans le marché du PIB, dans les marchés financiers et dans le marché du travail sont contradictoires entre elles. Ce qui déçoit par rapport à la qualité de la politique économique dans les pays européens et de la zone euro en particulier, c'est que les réformes sont en quelque sorte écartelées entre celles effectuées au sein du marché du PIB et celles appliquées au marché du travail.

Pire encore, il n'y a pas de réformes des marchés financiers. Justement, l'idée de Buti était que les réformes des marchés financiers devaient aller de pair avec les réformes des marchés du travail et des produits. Mais cela n'a pas été fait, ce qui a apporté un manque de cohérence au dessin de la politique économique, avec coûts et autres conséquences économiques. En plus il y a des conséquences politiques, parce que précisément les réformes sont vues comme étant punies par l'électorat, et la dimension « tribale » de la crise a rendu une réponse coordonnée plus difficile encore.

Au-delà de la « malédiction de Juncker », donc on peut craindre que, hors de l'OCDE, et même parmi les démocraties robustes des BRICS, les effets de retour entre interdépendance économique et communauté de sécurité deviennent plus difficiles à gérer, menaçant donc l'interaction positive entre G&G (Macedo *et al.* 2013b, p. 12, en citant Flores, 2011).

Ainsi, la qualité de la politique économique va de pair avec la qualité de la démocratie, sur laquelle les *Actes de Colloque* se sont penchées (p. 80 en citant Phillip Stephens dans le *Financial Times* du 10/05/13, mais aussi les communications de John Dunn, pp. 135-146 et Raffaele Simone, pp. 239-252).

Améliorer la qualité de la politique économique est donc une des manières d'éviter que la démocratie nuise à la convergence des pays hors de l'OCDE. Cette amélioration se fait par la diffusion des meilleures pratiques, ce que l'on appelle la « pression des pairs », ou la *soft law* souvent associée à l'OCDE, assise sur la communauté de sécurité de l'Atlantique nord. Sans ce sentiment de communauté, la surveillance multilatérale a de la peine à s'établir même si elle dispose d'instruments contraignants, comme c'est le cas dans l'Union européenne.

5. Surveillance multilatérale et pression par les pairs

La surveillance multilatérale a commencé par être associée à la pression des principales banques centrales pour éliminer l'impôt caché de l'inflation, laquelle a été couronnée de succès mais en même temps a ralenti l'ajustement des prix relatifs. Les réformes structurelles, en particulier, sont moins bien acceptées sans dévaluation du taux de change. Une inflation d'environ 2% peut paraître contraignant pour l'Europe ou pour les États-Unis. Par contre, pour le Japon, depuis vingt ans en danger de déflation, cela paraissait un rêve impossible jusqu'au tout récent plan inflationniste du Premier Ministre Abe. Cette contrainte et le fonctionnement de la Banque Centrale Européenne, la *Federal Reserve Board* ou la Banque du Japon renforcent les contraintes sur les politiques et rendent l'ajustement international des balances des paiements plus difficile.

Déjà au temps où les taux de change étaient fixes mais ajustables dans le système monétaire international, qui était surtout à ce moment-là l'espace de l'Atlantique nord, il existait une asymétrie profonde entre les pays qui ont un surplus de la balance des paiements et les pays qui ont un déficit : le pays en déficit doit payer à un certain moment, ce qui n'est pas le cas des pays qui ont un excédent, que ce soit l'Allemagne ou la Chine. Voilà une réalité dont on doit tenir compte dans notre analyse de ce qui peut se passer en Europe, l'effet de l'Union bancaire en particulier.

Il faut donc des solutions en termes d'innovations dans la gouvernance, impliquant une surveillance multilatérale efficace, comme c'était le cas au début de l'OCDE. Les fonds du Plan Marshall étaient octroyés sur un mode multilatéral par l'Organisation européenne de coopération économique. Il y avait donc une pression sur les pairs et par les pairs, exactement comme dans le milieu scientifique où, quand on veut publier, des pairs doivent analyser nos travaux académiques, les accepter ou les rejeter. Circulent évidemment des histoires horribles sur ceux qui osent rejeter: ces « pairs » sont-ils bons, méchants, ou les deux?

Dans la surveillance multilatérale, l'importance qui a été donnée au Fonds monétaire internationale après la crise de 2008, avec la création du G-20, a paradoxalement diminué la pression par les pairs car ces pays ne se connaissaient pas bien et donc ne se faisaient pas mutuellement confiance. Dans le cas du G-20, au sein duquel il y a en plus une géométrie compliquée ó G-7 au niveau des finances, G-8 pour les chefs d'État ou de gouvernement ó, on ne voit donc pas d'examen par les pairs contraignant. On ne le voit pas hors de l'Union européenne ou de l'OCDE, si ce n'est le cas du mécanisme africain d'appréciation par les pairs, dit APRM (*African Peer Review Mechanism*) initié dans le cadre du NEPAD (*New*

Partnership for Africa's Development) et intégré par la suite dans les mécanismes de l'Union africaine.

Comme les structures économiques africaines sont moins connues que celles des pays de l'OCDE ou de l'Union européenne, l'APRM implique des études plus approfondies que les autres mécanismes, pour ne pas parler des examens réguliers du FMI, où la pression vient du secrétariat plutôt que des pairs. Alors le problème de l'APRM est que les examens prennent trop de temps. Par rapport au FMI et même à l'Union européenne, ces examens sont presque académiques. Il y avait une telle crainte de ne pas faire justice à la diversité africaine que l'on est presque tombé dans l'excès inverse: le système fonctionne, mais il est trop lent.

Il n'en reste pas moins que nous avons deux systèmes semblables, dans les pays les plus développés et dans les pays les moins développés. Le problème est le groupe des BRICS, dont fait partie le Brésil. Ce pays est déterminant pour démontrer que ce groupe culturel du sud est capable de gérer la diversité et c'est son président historique qui a parlé en 2009 de « uma crise branca, de olhos azuis ».

Cependant, tout comme les autres grands pays intermédiaires ont beaucoup plus de peine à comparer leurs situations que ceux qui partagent la communauté de sécurité de l'OCDE. Dans ce cadre, qui vient de l'OECE, chaque pays est également unique et croyait ne pas pouvoir se comparer aux pays voisins mais, grâce à la conscience de l'interdépendance, on a identifié les meilleures pratiques et on les a développées. Ce travail est à peine entamé dans le cadre du G20, et il reste largement tributaire des examens réguliers du FMI. Il s'agit donc d'un système rapide de surveillance macroéconomique mais plutôt superficiel en ce qui concerne les structures sous-jacentes.

Lente ou rapide, la surveillance reste quand même la meilleure solution multilatérale ó comme la démocratie (rappelée par Vaira Vike-Freiberga dans les *Actes de Colloque* p. 27, en citant Churchill), elle est, malgré tous ses défauts, préférable aux autres systèmes. On pensait que la pression par les pairs ne s'exerçait qu'entre pays riches, mais en fait la surveillance fonctionne également entre pays pauvres. C'est pour les pays intermédiaires qu'elle ne fonctionne pas.

En sommes-nous de nouveau aux solutions extrêmes opposées au point de selle? Le fait qu'il n'y ait pas la possibilité d'introduire de meilleures pratiques ou de les partager est un problème pour la démocratie de pays très interdépendants, puisque l'interdépendance, en tant que sensibilité entre pays, rapproche les cycles économiques par le biais des propensions marginales à importer, alors que les élections qui se font dans chaque pays ont tendance à ignorer les autres.

6. G&G tous azimuts ?

Même si les interactions entre la globalisation et le développement d'une part, et la gouvernance et le développement d'autre part, sont connues dans la littérature économique, l'interaction directe entre G&G l'est moins. Même si l'on s'en tient à cette interaction directe, les interactions acquièrent une complexité supplémentaire quand on tient compte du « niveau du revenu » tout en précisant qu'il s'agit de « gouvernance démocratique ».

La productivité d'un pays, reflet de la technologie dont il dispose, permet de prévoir non seulement son PIB par habitant, mais également le rapport au PIB par habitant du pays situé à la frontière technologique. Cette frontière, qui définit la convergence internationale, est souvent représentée par les États-Unis bien que ce ne soit pas le pays au PIB par habitant tête plus élevé, loin s'en faut. Par conséquent, l'effet de retour c'est qu'un pays qui est plus riche et croît plus vite peut également améliorer sa propre productivité en investissant dans la connaissance.

Ce pays va arriver à soutenir cette même richesse ou croissance puisque le lien entre démocratie et connaissance est très profond (Philippe van Parijs l'a souligné dans les *Actes de Colloque* p. 54 et on y reviendra en section 9). De la même manière, l'ouverture de l'économie va être un facteur d'augmentation de la productivité, autant à travers un avantage comparatif qu'à travers l'effet d'échelle du marché, qui à la limite devient mondial. On a également un effet de retour : l'endroit où est situé le pays, ses ressources, peut également déterminer quelle est la nature de son commerce avec les autres pays en biens, services et actifs financiers.

L'autre interaction bien connue est l'interaction entre gouvernance et développement. Un pays qui a une bonne gouvernance, défini vraisemblablement comme un État démocratique avec des institutions de haute qualité, qui lutte efficacement contre la corruption et où la société civile est florissante, aura des habitants qui profitent de cette bonne gouvernance. De la même manière, nous pouvons imaginer que des pays qui ont une productivité plus élevée puissent à leur tour arriver à construire de bonnes institutions plus rapidement. Dans les pays de l'OCDE, il y a beaucoup d'exemples de rattrapage économique dû à des réformes structurelles qui améliorent aussi la gouvernance démocratique.

Cette interaction directe entre G&G a été illustrée par des données moyennes de 119 pays pendant 1984-89, 1990-94 et 1995-98 où la globalisation est mesurée par l'ouverture commerciale et la bonne gouvernance par l'absence de corruption apparente. Dans la spécification la plus parcimonieuse, l'indice de corruption du *International Country Risk Guide* est expliqué par l'ouverture commerciale, le PIB par habitant et l'indice des droits

politiques, tous en logarithme : l'effet d'une augmentation de 10% de la variable indépendante est alors de 9 points de base (0,09%) pour le PIB par habitant, de 3 pour la globalisation et de presque 2 pour la liberté politique (les résultats qui utilisent l'indice de corruption de *Transparency International* sont dans Macedo, 2013b, p.91; voir aussi Macedo, 2001, p. 244).

Ces résultats précisaient la bonne gouvernance par l'absence de corruption apparente, alors que la définition du système politique comme démocratique tient aux libertés des citoyens, comme rappelle Pereira (2006), en commentaire à la version préliminaire de Eichengreen et Leblang (2008). Ces derniers ont trouvé un effet réciproque entre démocratie mesurée de façon binaire et globalisation sur un échantillon très long entre 1870 et 2000 qu'ils ont par la suite complété en utilisant l'âge de la démocratie, avec les résultats décrits dans le Tableau 1. Leur modèle est estimé par la méthode des moments généralisés (GMM) avec deux définitions de démocratie (O/N et AGE respectivement dans le premier et deuxième panneau) et de globalisation, l'ouverture commerciale et l'existence de restrictions sur les mouvements de capitaux (désignées par GCOMMERCE et GCAPITAL).

Tableau 1 GLOB & DEM 1870-2000

	GCO	GCA	DEM	DEM
Tableaux	1	2	3, 4	5
GCOMMERCE			0,2	0,4
GCAPITAL			1,1	<u>1,2</u>
DEM (O/N)	0,8	0,9		
GCOMMERCE			0,7	1,4
GCAPITAL			2,7	<u>3,2</u>
DEM (AGE)	0,2	0,2		

Source: Eichengreen & Leblang (2008)

gras 99%, italique 95%, souligné 90%.

Chaque variable endogène est estimée par une variable instrumentale, le nombre d'années depuis l'indépendance pour DEM, la distance aux marchés mondiaux pour GCOMMERCE et le nombre de pays sans restrictions sur les mouvements de capitaux pour GCAPITAL. Tous les effets sont positifs, comme prévu. L'effet de la démocratie binaire sur l'ouverture commerciale est significatif à 99% (en gras) alors que les autres effets sont significatifs à 95%. Quant aux effets de la globalisation sur la démocratie ils sont présentés séparément dans les Tableaux 3 et 4 dans Eichengreen et Leblang (2008) et ensemble dans le Tableau 5,

reproduit dans la dernière colonne, où les effets sont plus importants. On voit aussi que les effets sont plus importants pour la variable AGE.

Non seulement la globalisation améliorerait la gouvernance, mais la démocratie favoriserait aussi la globalisation - au sens surtout d'ouverture commerciale, mais aussi d'ouverture financière. En ce qui concerne l'interdépendance entre liberté et globalisation, on sait que certains pays augmentent la liberté économique et même financière tout en maintenant des restrictions serrées sur les libertés civiles.

Le tableau 2 présente le résultat de l'estimation pour la longue et courte période dans le premier et deuxième panneau respectivement. Dans le premier, l'estimation est faite par la procédure des triples moindres carrés (3SLS) et l'on obtient des effets plus significatifs et plus importants qu'avec le GMM, sauf pour l'effet de l'ouverture sur la démocratie qui n'est pas significatif. Pour la période courte, on utilise l'indice de liberté et on ajoute la variable DEV, la convergence mesurée par la distance au PIB par habitant des États-Unis. On revient aussi à la méthode GMM. Le résultat montre que DEV a un effet positif mais que GCOMMERCE continue à ne pas avoir d'effet sur DEM (LIB).

Tableau 2 GLOB & DEM long et court

1870-2000	GCO	GCA	DEM
GCOMMERCE			0,0
GCAPITAL			0,7
DEM (O/N)	3,3	0,4	
1970-2004	GCO	GCA	DEM
GCOMMERCE			0,0
GCAPITAL			2,0
DEM (LIB)	0,4	0,0	
DEV	1,4	0,7	2,3

Source: *Actes*, Tableaux 2 et 3(pp. 91-92).

Signe inversé pour GCAPITAL

gras 99%, sinon <90%

En introduisant la liberté politique, l'interaction entre globalisation et démocratie cesse d'être symétrique. En mesurant la démocratie par l'indice de liberté, on voit mieux qu'elle est associée à l'interdépendance commerciale et financière mais que l'inverse n'est pas vrai pour l'ouverture commerciale : l'effet direct de la globalisation sur la démocratie est donc affaibli mais il y a un impact positif sur démocratie et globalisation.

Mesurer la démocratie est évidemment impossible, mais il y a des signes de la présence de démocratie. En reprenant les calculs de Eichengreen et Leblang, l'effet de la démocratie sur la globalisation devient plus faible que l'effet de la globalisation sur la démocratie alors que la

convergence avec la frontière technologique détermine les deux autres. On a donc réussi à obtenir l'effet réciproque prévu à deux, ainsi qu'à démontrer que le niveau de développement a un effet causal sur la globalisation et sur la gouvernance. Seulement, leur effet sur DEV n'est pas pris en compte dans le Tableau 2.

Ces résultats empiriques obtenus sur des données de panel pour une centaine de pays montrent non seulement que la globalisation (mesurée par l'ouverture au commerce de biens, services et actifs financiers) et le niveau de développement interagissent avec des effets en retour, mais il y a aussi qu'il y a une interaction entre la bonne gouvernance et le niveau de vie des pays, soit des effets dans les deux sens. Ceci suggère l'estimation d'un système d'équations simultanées, présentée dans la section suivante avec l'indice de globalisation KOF.

7. Interactions complexes quantifiées

On va donc regarder globalisation, démocratie et développement ensemble avec l'indice de globalisation de l'Institut Suisse d'Économie dit KOF, proposé par Dreher (2006), lequel est une moyenne pondérée d'indicateurs économiques, politiques et sociaux. C'est vraiment une mesure d'interdépendance qui montre un effet de retour aussi bien entre globalisation et développement qu'entre démocratie et développement. Elle est calculée pour 123 pays et rapportée pour la liste en annexe pour les années 1970 à 2010. Dans les tableaux 3,4 et A1 à A4, il se trouve que certains effets sont différents pour les pays ne faisant pas partie de l'OCDE. Nous avons donc une gestion de la diversité qui paraît importante et qui présente plusieurs facettes, en fonction de l'indice de globalisation utilisé. Le grand avantage de cet indice est qu'il présente une mesure multi-dimensionnelle et continue du processus de globalisation.

Les 23 indicateurs de base sont groupés en trois sous-indices, qui sont également utilisés, ECO=36%, SOC=37% et POL=27%. Le sous-indice ECO est à son tour décomposée en flux observés pour le commerce, les investissements directs et de portefeuille ainsi que les restrictions comme des barrières douanières cachées, le taux moyen de protection, les taxes sur le commerce international et les restrictions aux mouvements de capitaux. SOC mesure la globalisation sociale, décomposée en contacts personnels (tourisme, population étrangère, transferts privés), flux d'information (utilisateurs de l'internet, lignes téléphoniques, journaux quotidiens) et proximité culturelle. POL mesure la globalisation politique par le nombre d'ambassades, l'appartenance à des organisations internationales et la participation à des missions du Conseil de Sécurité des Nations Unies. La valeur de l'indice va de zéro à dix,

pour un pays plus globalisé, ce qui est nettement le cas pour les pays de l'OCDE, qui montrent également moins de dispersion que les pays en développement.

En dénotant l'indice moyen par GLOB, l'indice de *Freedom House* par DEM, le PIB par tête par rapport à celui des Etats-Unis par DEV, le vecteur des variables endogènes [GLOB DEM DEV] par $Y = [Y_1 \ Y_2 \ Y_3]$, le vecteur des variables de contrôle et celui des termes d'erreurs par Z et ϵ , on obtient la spécification estimée dans Macedo *et al.* (2013c) par 3SLS, une procédure qui permet de corriger à la fois la corrélation entre certains des Z et l'endogénéité de certains des Z pour chaque pays $i = 1, \dots, N$ et année $t = 1970-2005$:

$$[7] \ Y_{it} = (I - A)^{-1} (BZ_{it} + C_{it})$$

où I est la matrice d'identité, A une matrice avec des zéros en diagonale, B et C des matrices diagonales de coefficients.

En utilisant des variables instrumentales pour éviter que l'effet de retour viole les conditions statistiques, on démontre un effet positif très clair et fort entre globalisation et gouvernance. Cependant le choix d'instruments pour les variables du côté droit des équations est difficile car ils ne doivent pas avoir un effet sur la variable du côté gauche. En tenant compte de cette exigence, on utilise des variables binaires comme la dépendance des exportations de combustibles (F) et l'origine coloniale anglaise (E) comme instruments pour DEM. L'effet de la première variable est négatif parce que les ressources naturelles se trouvent surtout dans les pays moins développés où la qualité des institutions est plus basse et la corruption plus apparente.

Le taux d'investissement (IV) est utilisé comme instrument pour DEV et l'on observe un effet positif de l'investissement et de la taille sur DEV, alors que l'inflation et la population ont un effet négatif.

Le taux d'inflation (IF) et le logarithme de la distance (D) aux principaux marchés sert comme instrument de GLOB. L'effet de l'inflation sur DEV est négatif et il y a un effet de contagion capturé par le nombre de pays démocratiques retardé sur DEM mais seulement hors de l'OCDE. La densité de la population a un effet négatif mais l'urbanisation un effet positif. De noter que aucun instrument n'a été trouvé ni pour DEV dans l'équation pour Y_1 ni pour DEM dans l'équation pour Y_3 .

Pour toutes ces raisons la méthode 3SLS a l'avantage que tous les instruments sont utilisés sur toutes les variables Z et que la matrice de variance covariance entre les erreurs ϵ .

Le tableau 3 montre les interactions complexes entre les trois variables endogènes pour l'échantillon complet ainsi que pour les pays appartenant ou non à l'OCDE sous forme d'élasticités croisées, soit $\delta \log Y_i / \delta \log Y_j$ pour $i, j = 1, 2, 3$ (par exemple $\delta \log GLOB / \delta \log DEM$)

pour un pays présentant la moyenne dans chacun des trois groupes (tableau A1), en maintenant les autres variables constantes. Par exemple, si GLOB augmente de la moyenne non-OECD (37) à la moyenne de l'OCDE (68) - soit un facteur de 1.8 ó DEV passerait du niveau de la Colombie en 2005 (17) presque à celui du Chili (43) ó soit un facteur de $1,3 \times 1,8 = 2,4$: une augmentation de 24% dans DEV. En itérant, on peut estimer l'élasticité de long terme entre GLOB et DEM, laissant DEV constant. Dans l'exemple précédent, une augmentation de GLOB de 1,8 aurait un effet de plus du double de l'effet de premier tour. Ceci voudrait dire passer de la moyenne non OCDE à celle de l'OCDE. L'effet de retour mutuel ferait converger GLOB vers le niveau des États-Unis - 2.1 au lieu de 1,8. Une telle augmentation de GLOB induirait à son tour une croissance de 24% dans DEV.

Tableau 3 Elasticités croisées (3SLS, significatif à 1%, sauf italique)

92 PAYS	GLOB	DEM	DEV
GLOB	--	0.3	1.3
DEM	0.3	--	0.5
DEV	0.4	0.2	--
OCDE	GLOB	DEM	DEV
GLOB	--	0.3	0.5
DEM	0.9	--	1.3
DEV	0.3	0.3	--
NON OCDE	GLOB	DEM	DEV
GLOB	--	0.4	1.2
DEM	0.4	--	<u>-0.2</u>
DEV	0.5	0.0	--

Source : Macedo *et al.* (2013c), Tableaux 1a à 3a

Les effets moyens se maintiennent pour le groupe des pays de l'OCDE, et l'effet de DEM sur DEV est plus fort alors que celui de GLOB sur DEV est plus faible. Pour le groupe non-OCDE, $\delta \log \text{GLOB} / \delta \log \text{DEV}$ est de 1,2, plus petit que la moyenne générale (1,3) alors que $\delta \log \text{DEV} / \delta \log \text{GLOB}$ est de 0,5, plus grand que la moyenne générale (0,4). Par contre $\delta \log \text{DEM} / \delta \log \text{DEV}$ devient zéro (*italique*) et $\delta \log \text{DEV} / \delta \log \text{DEM}$ devient négatif (souligné). On va revenir sur ce renversement, en comparant l'indice moyen (GLOB) avec les trois indices partiels (ECO, SOC, POL), qui se trouvent dans le tableau A2. Les estimations sont semblables sauf pour POL, qui a un effet négatif sur la démocratie: alors que aussi bien ECO

que SOC semblent gérer la démocratie, l'appartenance à un plus grand nombre d'organisations internationales ne suffit pas à augmenter les droits politiques des citoyens. Il semble y avoir une différentialité commune aux pays hors de l'OCDE en ce qui concerne l'effet de la démocratie sur la convergence.

Peut-être parce qu'il n'y a pas de tradition démocratique, l'effet devient négatif en ce qui concerne les pays qui ne sont pas dans l'OCDE. Donc, les indices utilisés ne sont pas suffisants pour que la démocratie ait un effet positif sur le développement, bien que l'effet positif sur la globalisation demeure. On remarque que, dans les pays de l'OCDE, GLOB (ECO) n'a pas d'effet sur DEV car ces pays sont à la frontière technologique et les gains de la globalisation sont moindres que dans des pays hors de l'OCDE, où la composante de l'effet négatif de DEV sur DEM vient de SOC. Peut-être que les comportements des consommateurs et des élites que cet indice mesure n'ont pas d'effet sur la production.

D'autres variables de contrôle montrent l'impact de l'histoire et de la géographie. Parmi les aspects culturels et historiques, l'origine socialiste a un effet négatif sur DEM mais dans l'OCDE l'effet est positif, probablement à cause de l'intégration européenne qui représente une ancre pour les politiques publiques. L'effet de la colonisation anglaise est positif alors que la française n'est pas significative et l'effet positif de l'espagnole est limité aux pays en développement. Les variables géographiques (Amérique Latine, Moyen Orient, Afrique et Asie) ont un effet négatif sur GLOB et DEM pour les pays non-OCDE. Les pays distants sont moins globalisés, mais ce facteur géographique n'empêche pas la convergence dans l'OCDE. Aussi les grands pays en développement sont moins globalisés mais plus convergents.

La figure 1, présentée en introduction, utilise les dernières données disponibles. Les valeurs brutes de 1970 et 1971 de l'indice DEM paraissaient trop élevées par rapport aux valeurs suivantes (*Freedom House* a d'ailleurs cessé de les publier) et j'avais mal calculé les moyennes antérieures à 2005 ó dans les deux cas le seul effet tient à la figure 2 dans Macedo (2013b, p. 89 ; voir aussi p. 86, note 12).

8. Interactions hors OCDE

Le tableau 4 ré-estime le modèle par la méthode des régressions apparemment non liées (SURE), une procédure itérative qui aboutit à des résultats stables de vraisemblance maximum puisqu'elle estime tout la matrice C, et permet donc de réduire les écarts-type. Toutefois, cette méthode ne corrige pas l'endogénéité. La différence principale avec le Tableau A2 (panel supérieur gauche) est que l'effet négatif entre DEM et DEV hors de l'OCDE, qui était significatif à 1%, ne l'est plus : la note au tableau 4 précise les valeurs

absolues qui correspondent à la cellule marquée <0 : 0,2 pour SURE (non significatif) et 1,5 pour 3SLS (significatif).

C'est également le cas quand on utilise la méthode GMM pour trouver des instruments. La méthode en différences utilise les valeurs retardées comme instruments pour une équation en différences alors que la méthode en système utilise les valeurs retardées en différences comme instruments pour une équation supplémentaire en niveaux. Les tableaux A3 et A4 présentent, pour tous les pays et pour les pays hors OCDE respectivement, deux spécifications pour GLOB, E quand l'instrument est colonisation anglaise et F quand l'instrument est la dépendance d'exportations de combustible, deux spécifications pour DEM, D distance logarithmique au reste du monde et IV taux d'investissement, et une spécification pour DEV, où l'instrument est le taux d'inflation, IF.

Tableau 4: Régressions apparemment non liées (SURE) avec 3SLS entre parenthèses

92 PAYS	GLOB	DEM	DEV
GLOB	--	0,0 (=)	0,9 (=)
DEM	2,4 (2,7)	--	3,2 (3,3)
DEV	0,5 (0,6)	0,0 (=)	--
OCDE	GLOB	DEM	DEV
GLOB	--	0,0 (=)	0,6 (0,5)
DEM	7,0 (8,9)	--	9,7 (13,3)
DEV	0,4 (0,3)	0,0 (=)	--
NON OCDE	GLOB	DEM	DEV
GLOB	--	0,0 (=)	0,7 (0,8)
DEM	2,9 (4,9)	--	<0
DEV	0,6 (0,8)	0,0 (=)	--

Source : Tableau A1 et Macedo et al. (2013c), Tableau 4

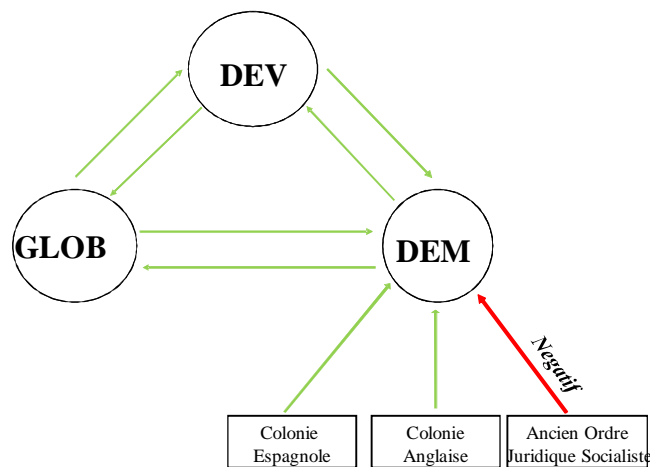
Note : significatif à 1% sauf italique ; l'effet <0 est de 0,2 pour SURE et 1,5 pour 3SLS.

Pour tous les pays, les effets de DEV sur DEM IV et, à un moindre degré, sur GLOB F sont significatifs en différences alors que en système c'est l'effet de GLOB sur DEV et à une bien moindre degré sur DEM D qui sont significatifs alors que aussi bien DEV que DEM ont des effets positifs très significatifs sur GLOB E et GLOB F. Pour les pays hors OCDE, par contre, tous les effets disparaissent. Le tableau A4 ajoute des effets fixes par pays et périodes ce qui veut dire qu'une constante est estimée pour chaque pays et chaque période. On trouve un effet

fort de DEM sur GLOB et de DEV sur DEM, mais aucun effet de DEM sur DEV - ni d'un terme d'interaction sur DEV II entre DEM et âge constitutionnel. Ces résultats sont présentés pour montrer que l'effet négatif de DEM sur DEV n'est pas robuste même quand on abandonne la méthode préférée du 3SLS en faveur de GMM ou d'effets fixes, sur l'échantillon complet ou celui des pays hors OCDE.

Sur l'échantillon complet ou celui des pays de l'OCDE, en effet, la corrélation entre DEM et DEV est autour de 0,6 alors qu'elle tombe autour de 0,2 pour les pays hors de l'OCDE, surtout quand on ignore les points au dessus de la frontière, qui représentent le Koweït au début des années 1970. De nouveau, la figure 3, présentée en introduction, permet d'expliquer ce manque de robustesse par le fait que les pays hors OCDE situés entre 3 et 4,5 de l'indice de liberté montrent une corrélation négative.

Figure 4: Effet de l'Histoire (tous pays)



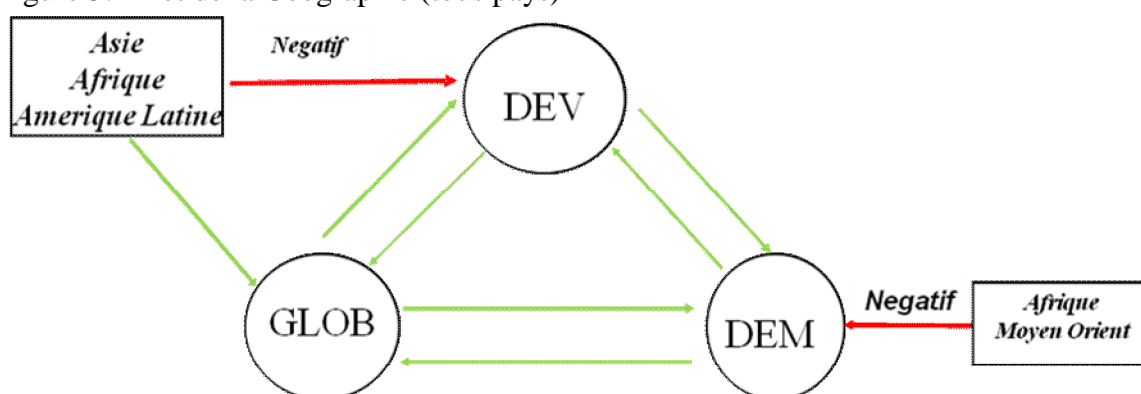
Source: Base de données de Macedo et al. (2013b)

En tenant compte du fait que les données sont disponibles pour 29 des 34 membres actuels de l'OCDE et que l'adhésion du Mexique, Corée, Hongrie et Pologne a eu lieu pendant la période, au contraire de celle du Chili et d'Israël (la liste se trouve en annexe), on voit que ces pays étaient aux alentours de 6 au moment de l'adhésion. Par contre le Brésil, la Colombie, les Philippines, le Ghana, le Maroc, le Nigeria et le Sénégal se trouvent autour de la moyenne.

La figure 2, déjà présentée, montre la convergence des membres de l'OCDE, originels et adhérents, et la divergence des non membres par rapport aux EUA.

Deux exemples supplémentaires suffiront pour illustrer l'impact de l'histoire et de la géographie pour tous les pays. D'après la figure 4 l'origine socialiste de l'ordre juridique a un effet négatif sur DEM alors que l'effet de la colonisation anglaise ou espagnole est positif. Quant aux effets de la géographie, Asie, Afrique et Amérique Latine ont un effet négatif sur DEV et positif sur GLOB alors que, comme indiqué par la figure 5, Afrique et Moyen Orient ont un effet négatif sur DEM.

Figure 5: Effet de la Géographie (tous pays)



Source: Base de données de Macedo *et al.* (2013b)

Pour revenir sur l'idée de Wicksell et Cooper que les pays interdépendants de l'Atlantique nord étaient comparables parce que semblables et différents en même temps, le concept de « différentialité » dans les relations internationales permet de revenir à l'élément culturel, qui peut être une appartenance indépendante de la communauté de sécurité de Deutsch.

9. « Differentialité » lusophone ?

Si les pays interdépendants de l'Atlantique nord sont comparables parce que semblables et différents en même temps c'est qu'ils partagent une « différentialité » en temps qu'états-nations. Ce concept a été introduit par l'historien portugais Jorge Borges de Macedo (1921-1996) comme évoqué par Pereira (2009) dans un essai en sa mémoire.

Ceci suggère la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP), créée en 1996 au nom de « l'amitié mutuelle » entre Portugal, Brésil et cinq pays de l'Union africaine (Angola, Cabo Verde, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé e Príncipe) à laquelle s'est ajouté Timor-Leste en 2000. Jacques Attali a évoqué la francophonie (*Actes de Colloque*, p. 39), mais

l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), où le pays le plus important du point de vue du PIB est la France, n'est pas comparable à la CPLP où c'est un pays du Sud, le Brésil (*Actes de Colloque*, p. 81). Par contre, dans le *Commonwealth of Nations*, le pays équivalent, les États-Unis, n'est pas membre.

La dimension culturelle et de gestion de la diversité de ses organisations intergouvernementales n'a pas été assez étudiée mais on peut s'inspirer de ce que font les économistes pour capturer l'organisation d'un marché et les inégalités entre les entreprises. On utilise les indices de concentration dits de Herfindahl, qui peuvent s'exprimer en chiffre pour répondre à la question de savoir combien de pays de même PIB en dollars existeraient dans la CPLP, où les quatre petits pays ont toujours eu un poids de 25 points de base. Ces huit pays ont un indice de concentration de 1,4 ó semblable à celui de NAFTA (*North American Free Trade Agreement*), organisation qui ne compte que EUA, Canada et Mexique. Cette concentration va de pair avec une distance moyenne entre capitales ou villes principales très élevée, entre 5000km pour São Tomé et 14000km pour Dili, alors que dans l'UE il est entre 1000km (Prague) et 2500km (Nicosie).

La CPLP réunit aussi six organisations régionales dans quatre continents: l'ASEAN (*Association of South East Asian Nations*) pour Timor, la CEAC (*Communauté des Etats d'Afrique centrale*) pour São Tomé e Príncipe, la CEDEAO (*Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest*) pour Cabo Verde et Guinée-Bissau, le Mercosul pour le Brésil, la SADC (*Southern African Development Community*) pour Angola et Mozambique et l'Union Européenne pour le Portugal.

La contribution du Brésil lors de sa présidence conjointe du Secrétariat et du Conseil en 2003/2004 a été décisive en ce qui concerne la création d'un Conseil des Entreprises de la CPLP en Juin 2004, suite aux décisions des Sommets de Maputo et Brasilia en 2000 et 2002 alors que l'on sait que le Forum Francophone des Affaires reste assez lointain du fonctionnement de l'OIF.

De plus, en ce qui concerne la connaissance (dont le rapport avec la démocratie est souligné dans les *Actes de Colloque* (Philippe van Parijs p. 54, voir aussi p. 78), la CPLP a approuvé une vision basée sur la culture du multilatéralisme au Sommet de Bissau en 2006, en ce qui concerne les Objectifs de Développement du Millénaire des six pays membres d'Afrique et d'Asie, dont la surveillance devait être basée sur la « connaissance mutuelle ». Ainsi s'esquissait ce que l'on a appelé « lusophonie globale », un concept qui suggère une innovation dans la gouvernance internationale et qui a inspiré la « Déclaration sur la Science & Technologie pour le Développement Global », approuvée en Septembre 2008 par les

participants à une conférence organisée à IICT en partenariat avec le CGIAR de la Banque Mondiale, le consortium AGRINATURA et la CPLP, entre autres.

La *Déclaration de Lisbonne*, présentée par Jean-Pierre Contzen en tant que conseiller du gouvernement portugais en matière de S&T, demande notamment aux académies et aux universités de recherche d'adopter un agenda de débat public sur cette « connaissance mutuelle ». Dit autrement, la diversité des perspectives de la CPLP deviendrait un atout si les économistes lusophones étaient plus capables que leurs collègues anglo-saxons de dépasser « la malédiction des silos dans un monde qui est aussi connecté que tribalisé » (Macedo et al. 2013b, p. 4 citant Gillian Tett dans le *Financial Times* du 09/10/09). L'idée d'imiter l'initiative de l'Académie Britannique en écrivant à la « Reine Lusophonie » (avec les deux différences originales, d'aller au-delà de l'anglais et des sciences sociales), s'inscrit donc dans la *Déclaration de Lisbonne*.

Une autre des manifestations de cette *Déclaration* est la coopération Nord-Sud-Sud en matière de recherches sur l'agriculture tropicale, où IICT et d'autres institutions ont utilisé l'identité européenne de la coopération pour le développement et celle de la CPLP, comme par exemple, le séminaire organisée en Décembre 2008 lors de la première réunion du CGIAR en Afrique, tenue au Mozambique auquel a également participé EMBRAPA.

En se basant sur la proximité culturelle et linguistique, la coopération Nord-Sud-Sud peut donc faciliter la pression des pairs, comme indiqué en section 5. Or le *Commonwealth*, l'OIF et même le Secrétariat Général Ibéro-Américain (SEGIB) sont plus strictement Nord-Sud que la CPLP, où Cabo Verde est devenu un pays à revenu moyen. Évitant le Nord-Sud-Sud, Flores (2011) soutient d'ailleurs que la CPLP se rapproche davantage de l'ASEAN ou des BRICS dans ce sens que la diversité de chaque membre est plus facile à reconnaître que dans les organisations Nord-Sud.

Malgré tout, le progrès de la lusophonie globale a ralenti avec la crise des deux rives de l'Atlantique nord et le Secrétariat exécutif de la CPLP, sa Confédération d'entreprises ou le Forum de Macao pour la coopération entre la Chine et les pays lusophones n'ont pas réussi à exploité la complémentarité entre les membres et leurs organisations régionales.

On en revient ainsi aux racines intellectuelles de l'équilibre entre le marché et l'impôt qui, d'après Cooper (1974a et b), ne devait pas être nécessairement national, et qui comporterait donc aussi bien l'expérience européenne supranationale que des expériences infranationales ou locales. Giuliano et Nunn (2013) ont montré que l'histoire de la démocratie locale a une grande importance pour la stabilité de la démocratie au niveau national. Cela nous permet de conserver l'espoir d'une éventuelle démocratie au niveau européen, assise sur les expériences

démocratiques diverses de tous les membres de l'union, comme appellent de leurs vœux les auteurs cités dans l'introduction des *Actes de Colloque* ainsi que Amartya Sen qui, dans le dernier chapitre, déplore que Keynes ait ignoré l'économie du bien-être pratiquée par son « rival et adversaire A.C.Pigou » (p. 278).

C'est un thème qui pourrait être développé car l'équilibre entre démocratie et globalisation, loin d'être garanti, semble menacé par la durée de la crise financière aussi bien en Europe qu'ailleurs. Une solution possible, déjà évoquée, à propos du rôle des marchés financiers, est la surveillance multilatérale des politiques (section 5). Elle devient plus spécifique dans la mesure où nous vivons dans un environnement de stabilité des prix, c'est-à-dire que, malgré la crise, le monde n'a pas connu une déflation comparable à celle des années 1930.

10. Conclusion

Dans la mesure où la globalisation implique une sensibilité mutuelle entre économies nationales, la démocratie s'exprime dans le respect des libertés des citoyens et le développement économique soutenu implique une convergence internationale vers la frontière technologique, l'interaction complexe entre globalisation, démocratie et développement présente des cas de convergence et de divergence. D'après des données de panel pour 92 pays de 1970 à 2005, les cas de divergence sont plus probables pour les pays hors de l'OCDE, notamment ceux dont l'indice de liberté se situe autour de la moyenne du groupe. L'introduction de François De Smet aux *Actes de Colloque* (p. 17) le déclare « instable » « le rapport, longtemps présenté comme gagnant-gagnant entre globalisation et démocratie » parce que ainsi la crise financière l'aurait « miné ». En fait, la crise a pris la revanche sur la malédiction de Juncker (évoqué en p. 20 des *Actes*), mais il n'y a pas de résultats empiriques après 2005, et le rapport restait « gagnant-gagnant » pour l'ensemble des 92 pays.

Cette communication a commencé par illustrer les effets de l'ouverture commerciale sur la transmission internationale des cycles économiques dans le cadre du modèle macroéconomique à deux pays choisi par Cooper pour évoquer la mémoire de Wicksell, l'économiste suédois précurseur de Keynes. Après avoir rappelé les conditions de l'interdépendance entre les pays fondateurs de l'OCDE et la perversité de l'interaction entre réformes et élections, surtout après la crise financière, on a remarqué l'explication que fournit la lettre à la Reine écrite par l'Académie Britannique en 2009. Ceci dit, on veut mieux comprendre les perceptions des économistes sur la crise, mais alors pas seulement ce que les économistes ont écrit à la Reine d'Angleterre, d'une manière très centrée sur les États-Unis et

la Grande Bretagne, hormis une note de bas de page sur l'Inde et la Chine en tant que sources nouvelles de l'épargne mondiale.

On souligne donc l'implication de la culture pour la pression des pairs, mécanisme essentiel au bon fonctionnement de la surveillance multilatérale avant de s'interroger sur l'existence d'une interaction entre G&G « tous azimuts ». Les estimations 3SLS présentées dans diverses versions de Macedo *et al.* (2013c), la dernière desquelles sur données de panel pour 92 pays de 1970 à 2005 (3312 observations), montrent que, hors de l'OCDE, la démocratie peut nuire à la convergence. Une analyse de robustesse plus fine confirme que l'interaction entre globalisation et démocratie présente en principe une opportunité, au lieu d'une menace, pour la convergence entre états-nations.

Ce résultat rapproche la définition de l'état-nation comme une zone intégrée de provision de biens publics et privés du concept de « différentialité » et permet d'approfondir les facteurs historiques et géographiques dans la communauté des pays lusophones. Il y a sans doute beaucoup à faire pour cerner la différentialité de la culture concernant les pays hors de l'OCDE ainsi que ceux de la CPLP.

Pour étayer les conjectures de l'introduction aux *Actes de Colloque*, on doit mettre l'échantillon à jour puisque que les données jusqu'à 2010 sont désormais disponibles et poursuivre le *policy design* qui paraît essentiel pour garantir la qualité de la politique économique et échapper à la malédiction de Juncker. On doit aussi tester s'il y a des effets CPLP au-delà des effets géographiques identifiés pour pouvoir conclure le projet mené par IICT, CG&G, les deux classes de l'Académie des Sciences de Lisbonne et, je l'espère, la Classe « Technologie et Société » de l'Académie Royale de Belgique. Comme en témoignent Krugman & Tri Doc (2012) et *Writing to Queens* (2013), la lusophonie globale s'écrit aussi en anglais.

Références

Actes du Colloque « La Démocratie, enrayée? » 2013, Académie Royale de Belgique, Bruxelles.

Bonaglia, F., J. Braga de Macedo & Maurizio Bussolo: « How Globalization Improves Governance » in *The Law and Economics of Globalization* (2011) edited by Linda Yueh, Edward Elgar, pp. 193-224.

Buti, M., A. Turrini, P. Van den Noord & P. Biroli 2008, « Defying the 'Juncker Curse' Can Reformist Governments Be Re-elected? », *European Economy*. Economic Paper 324, Mai.

Cooper, R. N. 1968, *The Economics of Interdependence, Economic Policy in the Atlantic Community*, McGraw Hill.

Cooper, R. N. 1974a, *Economic Mobility and National Economic Policy*, Wicksell Lecture 1973, Stockholm : Almqvist & Wiksell International

Cooper, R. N. 1974b, « Worldwide vs. Regional integration : is there an optimal size of the integrated area ? », mimeo, Yale University

Deutsch, K.W., S. A. Burrell, R. A. Kann, M. Lee, Jr., M. Lichterman, R. E. Lindgren, F. L. Loewenheim & R.W. Van Wagenen 1957, *Political Community and the North Atlantic Area*, Princeton, N.J.: Princeton University Press.

Dreher, A. 2006, « Does Globalization affect Growth? Evidence from a new index of Globalization », *Applied Economics*, 38, pp.1091-1110.

Eichengreen, B. & D. Leblang 2008, « Democracy and Globalization », *Economics and Politics* vol. 20(3), pp. 289-334.

Flores, R. 2011 « While the Crisis Proceeds: a World Redistribution of Economic Power? », *Nova School of Business and Economics Working Paper* n° 558, Septembre.

Giuliano, P. & N. Nunn 2013, « The transmission of democracy: From the village to the Nation-State », *American Economic Review* 103(3), pp. 86-92.

Krugman's Tri Doc, tiré à part de *Notas Económicas*, n° 37, Coimbra, reproduisant *Nova School of Business and Economics Working Paper* n° 566, Juillet 2012.

Macedo, J. Braga de 1976, *Teoria da Integração Económica*, mimeo Universidade Católica Portuguesa.

Macedo, J. Braga de 1977, *Interdependência Económica, Sistema Monetário Internacional e Integração Portuguesa*, Lisboa, Banco de Fomento Nacional

Macedo, J. Braga de 2001, « Globalization and Institutional Change : A Development Perspective », in *Globalization Ethical and Institutional Concerns*, L. Sabourin & E. Malinvaud (editors), The Pontifical Academy of Social Sciences, Acta 7, Vatican City, p. 223-267.

Macedo, J. Braga de 2013a, Portugal's assisted adjustment: death on the beach? <http://www.utexas.edu/lbj/sites/default/files/file/Jorge%20Braga%20de%20Macedo%20Presentation.pdf>, Novembre.

Macedo, J. Braga de 2013b, « Globalisation et gouvernance tous azimuts », *Actes de Colloque* pp. 75-96.

Macedo, J. Braga de, Oliveira Martins, J. & Rocha, B. 2013a, « Are complementary reforms a "luxury" in developing countries ? », in *Journal of Comparative Economics* (à paraître, disponible en ligne depuis Juillet).

Macedo, J. Braga de, Santos, J. F. P. & Malhó, R. 2013b, *Writing to Queens*.

Macedo, J. Braga de, Oliveira Martins, J., Brites Pereira, L. & Tovar Jalles, J. 2013c, « Globalization, Democracy and Development » NBER Working Paper No. 19575, Octobre.

Pereira, L. Brites 2006, *Comment on "Democracy and Globalization"*, mimeo CG&G

Pereira, L. Brites 2009, « Portugal e a Globalização: Um Destino Histórico? », J. Braga de Macedo, Ferreira da Silva, A., Amaral, L. & Castro Henriques, A. (organizadores), *Nove Ensaio na tradição de Jorge Borges de Macedo*, Lisboa: Tribuna da História em colaboração com IICT e CG&G, pp. 155-176.

Santos, J.F. 2013, « The role of organization and management in the financial crisis », in *Writing to Queens*, pp.18-23.

Walz, K.N., 1970 « The Myth of National Interdependence », in Kindleberger, C.P. (editor) 1970, *The International Corporation*, MIT Press.

Writing to Queens while Crises Proceed, edited by J. Braga de Macedo, J. F. P. Santos & R. Malhó (2013b), Lisbon, IICT.

Tableaux A1-A4

Tableau A1 Statistiques descriptives

92 PAYS	GLOB	DEM	DEV
moyenne	45,4	4,5	0,3
écart type	19,4	2,0	0,3
OCDE			
moyenne	68,4	6,7	0,7
écart type	14,7	0,8	0,2
NON OCDE			
moyenne	37,3	3,8	0,2
écart type	13,4	1,7	0,2

Source : *Actes*, Tableau 5 (p. 93).

Tableau A2 Indice de globalisation et ses composantes

TOUS PAYS	GLOB	DEM	DEV	TOUS PAYS	GLOB (ECO)	DEM	DEV
GLOB		0.0294*** (0.003)	0.8888*** (0.021)	GLOB (ECO)		0.0154*** (0.002)	0.5339*** (0.020)
DEM	2.6999*** (0.173)		3.2793*** (0.221)	DEM	2.519*** (0.225)		6.0620*** (0.225)
DEV	0.5646*** (0.013)	0.0280*** (0.003)		DEV		0.0396*** (0.002)	
TOUS PAYS	GLOB (SOC)	DEM	DEV	TOUS PAYS	GLOB (POL)	DEM	DEV
GLOB (SOC)		0.0378*** (0.003)	0.8174*** (0.018)	GLOB (POL)		-0.005*** (0.002)	0.7215*** (0.018)
DEM	3.190*** (0.198)		2.7144*** (0.223)	DEM	1.490*** (0.232)		4.7059*** (0.218)
DEV	0.657*** (0.015)	0.0166*** (0.003)		DEV	0.666*** (0.017)	0.0434*** (0.002)	
OCDE	GLOB	DEM	DEV	OCDE	GLOB (ECO)	DEM	DEV
GLOB		0.0246*** (0.003)	0.4724*** (0.045)	GLOB (ECO)		0.0224*** (0.002)	-0.0736 (0.046)
DEM	8.9114*** (0.876)		13.2783*** -1.011	DEM	10.2338*** -1.008		20.4103*** (0.935)
DEV	0.3196*** (0.031)	0.0238*** (0.002)		DEV	-0.0606* (0.036)	0.0323*** (0.002)	
OCDE	GLOB (SOC)	DEM	DEV	OCDE	GLOB (POL)	DEM	DEV
GLOB (SOC)		0.0202*** (0.002)	0.3931*** (0.031)	GLOB (POL)		-0.0070*** (0.003)	0.8982*** (0.045)
DEM	11.3847*** (1.206)		12.1688*** (1.001)	DEM	4.8321*** (0.799)		9.7902*** (0.955)
DEV	0.5315*** (0.042)	0.0207*** (0.002)		DEV	0.5002*** (0.026)	0.0372*** (0.002)	
NON-OCDE	GLOB	DEM	DEV	NON-OCDE	GLOB (ECO)	DEM	DEV
GLOB		0.0392*** (0.005)	0.8196*** (0.021)	GLOB (ECO)		0.0212*** (0.003)	0.5761*** (0.019)
DEM	3.8584*** (0.190)		-1.4832*** (0.215)	DEM	3.6492*** (0.241)		-0.3186 (0.219)
DEV	0.7667*** (0.019)	0.0020 (0.004)		DEV	0.8230*** (0.025)	0.0081* (0.005)	
NON-OCDE	GLOB (SOC)	DEM	DEV	NON-OCDE	GLOB (POL)	DEM	DEV
GLOB (SOC)		0.0669*** (0.004)	0.8165*** (0.020)	GLOB (POL)		-0.0132*** (0.002)	0.5712*** (0.017)
DEM	4.8682*** (0.193)		-2.4573*** (0.221)	DEM	2.7043*** (0.277)		-0.2303 (0.216)
DEV	0.7772*** (0.019)	-0.0234*** (0.005)		DEV	0.9094*** (0.028)	0.0132*** (0.005)	

Source: Macedo *et al.* (2013c), Tableaux 5 à 7

Tableau A3 GMM tous pays

Difference GLOB	GLOB E	GLOB F	DEM D	DEM IV	DEV IF
			0.0080 (0.018)	-0.0148 (0.015)	0.2160 (0.149)
DEM	1.3368 (1.073)	0.8511 (0.752)			-0.418 (0.521)
DEV	0.0855 (0.124)	0.5218* (0.315)	0.0024 (0.011)	0.0355** (0.018)	
Système GLOB			0.0242* (0.014)	0.0122 (0.012)	0.3262*** (0.108)
DEV	0.3657*** (0.088)	0.3544*** (0.075)	0.0108 (0.015)	0.0124 (0.010)	
DEM	3.3806*** (0.897)	3.4480*** (0.854)			0.9832 (1.363)

Source : Macedo et al. (2013c), Tableaux A.3 et A.4

Tableau A4 GMM et Effets fixes pour pays non OCDE

Diff GMM	GLOB E	GLOB F	DEM D	DEM IV	DEV IF	DEV II
GLOB			-0.0038 (0.014)		0.0003 (0.001)	0.0001 (0.001)
DEM	1.9157 (1.198)	1.5019 (1.579)			0.0026 (0.003)	0.0021 (0.003)
DEV				2.2205 (2.106)		
Système GMM						
GLOB			-0.007 (0.022)		-0.0003 (0.001)	-0.0008 (0.001)
DEM	0.4656 (1.232)	1.0407 (2.038)			0.0034 (0.006)	-0.0011 (0.006)
DEV				2.6180 (3.028)		
Effets fixes						
GLOB			0.0038 (0.010)		0.0000 (0.001)	-0.0002 (0.001)
DEM	0.7763** (0.389)	0.7763** (0.389)			0.0032 (0.004)	0.0029 (0.004)
DEV				0.9927** (0.414)		

Source: Base de données de Macedo *et al.* (2013b)

Annexe : Liste des 92 pays
(dont 27 membres de l'OCDE en 2005)

Australie	Royaume Uni	Egypte	Oman
Autriche	Suède	El Salvador	Pakistan
Belgique	Suisse	Ghana	Panama
Canada	Turquie	Guatemala	Paraguay
Danmark	Albanie	Haiti	Perou
Espagne	Algerie	Inde	Philippines
États Unis	Argentine	Indonesie	Rep Centre Afric
Finlande	Bangladesh	Iran	Rep Dominicaine
France	Benin	Israel*	Roumanie
Grèce	Bolivie	Jamaïque	Rwanda
Hongrie**	Botswana	Jordan	Senegal
Irlande	Brésil	Kenya	Sierra Leone
Islande	Bulgarie	Kuwait	Singapour
Italie	Burundi	Madagascar	Sri Lanka
Japon	Cameroon	Malawi	Tanzanie
Korée, Rep.**	Chad	Malaysie	Thaïlande
Luxembourg	Chili*	Mali	Togo
México***	Chine	Malte	Tunisie
Norvège	Chypre	Maroc	Uganda
Nouv Zelande	Colombie	Népal	Uruguay
Pays-Bas	Costa Rica	Nicaragua	Venezuela
Pologne**	Cote d'Ivoire	Niger	Zambie
Portugal	Ecuador	Nigeria	Zimbabwe

Note : * après 2005 ; ** pendant 10 ans ; *** pendant 12 ans.